

COMITÉ DES MINISTRES – surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1362<sup>ème</sup> réunion (DH)

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	DÉCISIONS ADOPTÉES	ÉTAT D'EXÉCUTION
ARMÉNIE	<i>Chiragov et autres</i>	Lien	16/06/2015	<b>Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région</b> ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Ilgar Mammadov</i> (groupe)	Lien	13/10/2014	<b>Arrestation et détention provisoire dans le but de sanctionner les requérants pour avoir critiqué le gouvernement</b> ( <i>Ilgar Mammadov</i> ) ou pour leurs activités dans le domaine des droits de l'homme ( <i>Rasul Jafarov, Aliyev</i> ) ou de l'observation électorale ( <i>Mammadli</i> ) ou pour leur engagement politique et social actif ( <i>Rashad Hasanov et autres</i> ), en violation de l'article 18 combiné avec l'article 5. Violations du droit à un procès équitable ( <i>Ilgar Mammadov n° 2</i> )	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Namat Aliyev</i> (groupe)	Lien	08/07/2010	<b>Différentes irrégularités dans le cadre des élections parlementaires de 2005 et 2010</b> et absence de garanties contre l'arbitraire.	Lien	Lien
AZERBAÏDJAN	<i>Sargsyan</i>	Lien	16/06/2015	<b>Impossibilité pour des personnes déplacées pendant le conflit au Nagorno-Karabakh d'accéder à leur domicile ou à leurs biens dans la région</b> ; absence de recours effectif.	Lien	Lien
BOSNIE-HERZÉGOVINE	<i>Sejdić et Finci</i> (groupe)	Lien	22/12/2009	<b>Discrimination fondée sur des considérations ethniques</b> en raison de l'impossibilité pour les personnes non affiliées à l'un des « peuples constituants » (bosniaques, croates ou serbes) de se porter candidat aux élections de la Chambre des Peuples et à la Présidence.	Reporté	Lien
BULGARIE	<i>S.Z. Kolevi</i>	Lien Lien	03/06/2015 05/02/2010	<b>Problème systémique d'ineffectivité des enquêtes pénales en Bulgarie</b> au regard de dysfonctionnements qui affectent à la fois les enquêtes contre des individus privés et celles contre des forces de l'ordre et absence de garantie d'indépendance d'une enquête pénale contre le Procureur Général.	Lien	Lien
FRANCE	<i>M.A.</i>	Lien	02/07/2018	<b>Renvoi vers l'Algérie en présence d'un risque réel et sérieux de mauvais traitements</b> (affaire <i>M.A.</i> ) et non-respect de la mesure provisoire de la Cour (affaires <i>M.A.</i> et <i>A.S.</i> ).	Lien	Lien
GÉORGIE	<i>Tsintsabadze</i> (groupe)	Lien	18/03/2011	<b>Défaut d'enquête effective sur des allégations d'atteintes à la vie ou de mauvais traitements</b> ; recours excessif à la force par la police lors d'arrestations ou pendant la détention de suspects.	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Maison de la Civilisation Macédonienne et autres</i>	Lien	09/10/2015	<b>Refus disproportionné d'enregistrer l'association requérante.</b>	Lien	Lien
GRÈCE	<i>Sakir</i> (groupe)	Lien	24/06/2016	<b>Enquêtes inefficaces sur des crimes de haine allégués.</b>	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Gazsó</i> (groupe)	Lien	16/10/2015	<b>Durée excessive des procédures judiciaires</b> et absence de recours effectif à cet égard.	Lien	Lien
HONGRIE	<i>Tonello</i>	Lien	24/04/2018	<b>Non-exécution par les autorités d'une décision judiciaire ordonnant le retour de la fille du requérant</b> , enlevée par sa mère.	Lien	Lien
IRLANDE	<i>McFarlane</i> (groupe)	Lien	10/09/2010	<b>Absence de recours effectif au titre de la durée excessive des procédures judiciaires.</b>	Lien	Lien
ITALIE	<i>Cestaro</i>	Lien	07/07/2015	<b>Mauvais traitements par la police</b> ; inadéquation de la législation pénale pour sanctionner les actes de torture et les traitements inhumains et dégradants.	Lien	Lien
LITUANIE	<i>Paksas</i>	Lien	06/01/2011	<b>Caractère permanent et irréversible de l'inéligibilité du requérant aux élections parlementaires</b> , suite à une procédure de destitution de son mandat de Président.	Lien	Lien
MACÉDOINE DU NORD	<i>El-Masri Hajrulahu</i>	Lien Lien	13/12/2012 29/01/2016	<b>Violations concernant une opération de « remise secrète » à la CIA.</b> Absence d'enquête sur des allégations de mauvais traitements et de torture au cours d'une détention au secret ; violation du droit à un procès équitable en raison de l'utilisation d'aveux obtenus sous la contrainte.	Lien	Lien
POLAND	<i>Grabowski</i>	Lien	30/09/2015	<b>Privation de liberté d'un mineur dans le cadre d'une procédure correctionnelle contre lui</b> , en l'absence de décision judiciaire.	Lien	Lien

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1362<sup>ème</sup> réunion (DH)

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	DÉCISIONS ADOPTÉES	ÉTAT D'EXÉCUTION
ROUMANIE	<i>Parascineti</i>	<a href="#">Lien</a>	13/06/2012	<b>Questions liées aux conditions de vie et aux traitements des patients détenus dans des hôpitaux psychiatriques</b> , et à la procédure et aux garanties des placements psychiatriques d'office.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
	<i>Cristian Teodorescu</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	19/09/2012			<a href="#">Lien</a>
ROUMANIE	<i>Rezmiveş et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	25/07/2017	<b>Surpopulation et mauvaises conditions de détention dans les prisons et dépôts de la police</b> ; absence de recours effectif à cet égard ; insuffisance des soins médicaux et autres défaillances en matière de protection des droits des détenus.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
	<i>Bragadireanu</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	06/03/2008			<a href="#">Lien</a>
ROUMANIE	<i>S.C. Polyinvest S.R.L. et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	29/03/2018	<b>Non-exécution de décisions de justice ou de sentences arbitrales</b> enjoignant à des sociétés contrôlées par l'État à payer diverses sommes aux sociétés requérantes.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Berkovich et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	27/06/2018	<b>Restrictions injustifiées aux voyages internationaux en raison de l'accès à des secrets d'État</b> dans le cadre du précédent emploi des requérants.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Catan et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	19/10/2012	<b>Violation du droit à l'instruction</b> des élèves ou parents d'élèves d'écoles utilisant l'alphabet latin situées dans la région transnistrienne de la République de Moldova.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Géorgie c. Fédération de Russie</i>	<a href="#">Lien</a>	14/09/2009	<b>Diverses violations liées à l'arrestation, la détention et l'expulsion collective de la Fédération de Russie de ressortissants géorgiens en 2006-2007.</b>	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Khashiev et Akaieva</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	06/07/2005	<b>Actions des forces de sécurité, principalement en République tchétchène</b> (recherche des personnes portées disparues dans les affaires concernant les événements qui ont eu lieu entre 1999 et 2006).	<a href="#">Reporté</a>	<a href="#">Lien</a>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Klyakhin</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	17/07/2014	<b>Divers problèmes concernant la détention provisoire.</b>	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
FÉDÉRATION DE RUSSIE	<i>Mikheïev</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	26/04/2006	<b>Torture ou traitements inhumains et dégradants infligés durant la garde à vue en vue d'obtenir des aveux</b> et absence d'enquêtes effectives à cet égard ; arrestation et détention en garde à vue arbitraires et / ou non reconnues. Utilisation dans la procédure pénale d'aveux obtenus en violation de l'article 3 et absence de recours effectif pour demander une indemnisation pour les mauvais traitements.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
SERBIE	<i>Ališić et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	16/07/2014	<b>Impossibilité de retirer les « anciens » fonds d'épargne en devises</b> déposés auprès de succursales en Bosnie-Herzégovine de banques constituées respectivement en Serbie et en Slovaquie.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
SERBIE	<i>Milanović</i>	<a href="#">Lien</a>	20/06/2011	<b>Défaut d'enquête effective sur des agressions motivées par la haine religieuse</b> ; discrimination fondée sur la religion.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
SERBIE	<i>Zorica Jovanović</i>	<a href="#">Lien</a>	09/09/2013	<b>Défaut d'information sur le sort de nouveau-nés</b> , présumés décédés dans des maternités.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
TURQUIE	<i>Chypre c. Turquie</i>	<a href="#">Lien</a> <a href="#">Lien</a> (satisfaction équitable)	10/05/2001 12/05/2014	<b>14 violations en relation avec la situation dans la partie nord de Chypre.</b>	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
TURQUIE	<i>Varnava et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	18/09/2009	<b>Absence d'enquête effective sur le sort de neuf Chypriotes grecs disparus durant les opérations militaires menées par la Turquie à Chypre en 1974.</b>		<a href="#">Lien</a>
TURQUIE	<i>Cumhuriyetçi Eğitim Ve Kültür Merkezi Vakfı</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	20/04/2015 20/09/2017 19/05/2019	<b>Problèmes structurels et administratifs entraînant diverses différences de traitement entre les adeptes de la confession alévie et ceux de la branche majoritaire de l'islam</b> , y compris l'enseignement religieux obligatoire.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
	<i>Izzettin Doğan et autres</i>	<a href="#">Lien</a>	26/04/2016			<a href="#">Lien</a>
	<i>Zengin Hasan et Eylem</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	09/01/2008			<a href="#">Lien</a>
UKRAINE	<i>Shvydka</i>	<a href="#">Lien</a>	30/01/2015	<b>Effet non-suspensif des appels contre les infractions administratives</b> (détention purgée avant l'examen des recours) ; sanction disproportionnée (détention) pour un acte de liberté d'expression.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>

COMITÉ DES MINISTRES – Surveillance de l'exécution des arrêts de la Cour européenne des droits de l'homme – Affaires examinées lors de la 1362<sup>ème</sup> réunion (DH)

ÉTAT (Fiche pays)	AFFAIRE PRINCIPALE (Arrêt CEDH)	COMMUNIQUÉ DE PRESSE (Presse CEDH)	ARRÊT DÉFINITIF LE	PROBLÈMES SOULEVÉS	DÉCISIONS ADOPTÉES	ÉTAT D'EXÉCUTION
UKRAINE	<i>Merit</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	30/03/2005	<b>Durée excessive des procédures pénales et civiles</b> et absence de recours effectif.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
	<i>Svetlana Naumenko</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	30/06/2004			<a href="#">Lien</a>
UKRAINE	<i>Oleksandr Volkov</i> (groupe)	<a href="#">Lien</a>	27/05/2013	<b>Diverses violations liées à l'indépendance et l'impartialité du judiciaire</b> ; procédure disciplinaire inéquitable contre un juge.	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>
UKRAINE	<i>Zelenchuk et Tsytsyura</i>	<a href="#">Lien</a>	22/08/2018	<b>Interdiction généralisée et indéfinie de l'aliénation de terres agricoles.</b>	<a href="#">Lien</a>	<a href="#">Lien</a>